

# liaisons



n° 5

H. Simon  
155, Allé' du Pavillon

77 Dammarie les Lys  
France

## GREVES SAUVAGES EN BELGIQUE

PERIODIQUE **5** FRANCS

**5**

liaisons : m.c. gilles  
B.P. 12 Ixelles 2.  
1050 Bruxelles

Ce texte a été mis au point à la suite de discussions sur les récentes grèves avec des travailleurs et des camarades ayant participé aux événements dont il est question.

Nous ne voulons nullement imposer une direction ou une idéologie quelconque, mais simplement essayer de comprendre et d'expliquer ce qui s'est passé aux Forges de Clabecq, chez Michelin, à Caterpillar.

Il va de soi que ce travail est incomplet et ne veut en aucun cas tendre à une compilation exhaustive des faits décrits.

Toute remarque, critique, explication complémentaire. peut être envoyée à la Boîte Postale de Liaisons

=====

## LES SYNDICATS

Il est manifeste que dans les luttes, les syndicats se confirment nettement comme rouage essentiel du système capitaliste. Ils se sont chargés, avec l'aide de la gendarmerie, de liquider les conflits. Se considérant comme les seuls interlocuteurs valables de la classe ouvrière, il était logique qu'ils éliminent toute tentative d'opposition ou de contradiction. Comment peut-on dès lors espérer instaurer une "démocratie ouvrière" au sein du syndicat?

Les travailleurs de Clabecq, de Caterpillar, de Michelin, semblent avoir compris qu'il était indispensable, pour continuer la lutte, de s'organiser de manière autonome en dehors des structures syndicales. De plus, ils ont établi eux-mêmes les liaisons avec les autres entreprises en lutte et appelé à la solidarité active les usines avoisinantes.

G R E V E S   S A U V A G E S   E N   B E L G I Q U E

Trois grèves sauvages ont éclaté en Belgique à peu près au même moment. Elles ont suivi une évolution assez semblable et ont apporté des éléments neufs, au niveau belge, quant à l'autonomie des luttes ouvrières.

Forges de Clabecq : Sud de Bruxelles ; usine sidérurgique ;  
4.000 ouvriers environ.

Caterpillar : Gosselies (environs de Charleroi) ; bulldozers ;  
environ 1.600 ouvriers.

Michelin : Leeuw-St-Pierre (banlieue de Bruxelles) ; pneus ;  
1.300 ouvriers environ.

A Clabecq et à Caterpillar, les ouvriers réclament une augmentation de 5 F à l'heure. Les syndicats s'opposent à la grève, et les travailleurs nomment un comité de grève.

A Michelin, il existait déjà un comité, élu lors de la grève sauvage du début de l'année (1).

Le syndicat proposa aux ouvriers une convention de 2 ans qui fut repoussée par 65 (ou 60) % des voix. Les ouvriers voulaient une convention d'1 an avec les mêmes avantages. Le patron refusant, les syndicats voulurent organiser un nouveau référendum à la mode gaulliste : deux questions, une réponse : qui était contre la grève était pour la convention. De plus ; il fallait aller voter individuellement dans le bureau du chef. Le comité ouvrier incita les ouvriers à ne pas participer au référendum et lança une grève. L'usine fut occupée (vendredi 12 juin). Aussitôt, 6 membres du Comité ouvrier reçurent leur préavis.

L'opposition des syndicats fut immédiate et totale. A Caterpillar, ils prétendirent qu'ils allaient à un accord avec la direction, et que les grévistes avaient tout gâché. A Clabecq ils voulurent organiser un référendum au vote secret. Les ouvriers exigeant une Assemblée générale et un vote à main levée, les syndicats décidèrent un référendum par la poste. A Michelin les syndicats s'appuyèrent sur le référendum truqué et interrompu du 11 juin pour réclamer la reprise du travail.

Le lundi 15 juin, les piquets de grève de Caterpillar furent dispersés par la gendarmerie. Les ouvriers se sont alors réunis en cortège et ont manifesté devant la Maison du Peuple, "Notre Maison" (siège du syndicat CSC) où ils ont pénétré et quelque

(1) LIAISONS, n°3 et n° 4

peu secoué les dirigeants du syndicat chrétien. La gendarmerie a du intervenir pour protéger les syndicalistes.

Un copain a assisté aux principaux événements des journées qui suivirent ; il a pris quelques notes au vol :

### MARDI 16

#### 10 h. Michelin

Discuté de l'article de LIAISONS n°4, avec deux membres du comité et deux ouvriers. Ils l'ont trouvé très bien. Une seule erreur minime sur les 6 licenciés : 2 Belges FGTB et 1 étranger CSC. Les membres du comité ont distribué une trentaine de Liaisons aux occupants.

---  
L'usine a arrêté complètement depuis vendredi 6,30 h. Environ 250 occupants.

---  
"Distrigaz", usine juste à côté, a arrêté lundi le travail pendant 2 heures par solidarité. Les ouvriers ont menacé la direction : "vous nous payez les 2 heures ou bien on arrête 4 heures".

---  
Une délégation de Citroën est venue devant Michelin (qui fournit des pneus à Citroën et Renault)

---  
Lundi, les ouvriers de Michelin ont refoulé un camion venu d'Allemagne pour charger une partie des stocks et cela malgré la présence du personnel de maîtrise (les différentes usines Michelin sont très dépendantes les unes des autres).

---  
Les ouvriers sont décidés à empêcher le départ de stocks vers d'autres pays.

#### 12 h. Clabecq

L'usine s'étend sur une grande superficie. Une ancienne et une nouvelle usine.

L'usine n'est pas occupée (raisons données par le comité de grève : grosse superficie, beaucoup d'endroits dangereux, électricité et gaz, d'où risque d'un sabotage extérieur, mais la possibilité d'une occupation a été envisagée et est étudiée).

A 12 h., 200 ouvriers manifestent devant la nouvelle usine. Après pourparlers avec la direction, une délégation du comité de grève va à l'intérieur pour demander aux ouvriers des deux entreprises de construction (qui y travaillent à de nouvelles installations) et à une équipe de monterus alle-

mands de faire au moins un arrêt de solidarité pour les grévistes. D'après la délégation, les ouvriers auraient décidé de discuter de cette proposition à l'heure de midi.

Ensuite, les manifestants se sont rendus au café Kursaal (près de l'usine, et permanence du comité de grève) et là, le comité a décidé de tenir une assemblée générale permanente pour Caterpillar.

### Caterpillar

1.600 ouvriers, 400 au travail.

Les délégués sont nettement plus durs (peut-être l'intervention de la gendarmerie y est-elle pour quelque chose : bosses, un poignet cassé, des lunettes brisées, du côté ouvrier).

---  
25 à 30% des ouvriers restent au travail, l'usine tourne au ralenti. La direction s'est aperçue que les bulldozers sortis depuis le début de la grève étaient impropres à la livraison ; exemple : roues montées à l'envers, etc...

----  
Les grévistes et le Comité ont déjà distribué plus de 8.000 tracts, notamment aux ACEC et à la Providence (hauts-fourneaux) pour appeler les ouvriers de ces usines à la solidarité, et à reprendre à leur compte les revendications de 5 F l'heure. Jusqu'à présent, aucune réaction concrète.

---  
Etant donné les manœuvres syndicales (référendum par bulletin secret envoyé par la poste) identiques à Michelin, Caterpillar et Clabecq, ces 3 usines ont décidé d'unir étroitement leur action.

### Clabecq

5.000 ouvriers, 60% étrangers ; ce sont les plus combattifs, les Belges sont en général à la traîne du mouvement.

### Mercredi 17

#### 6 h. Caterpillar

Les premiers éléments des piquets se mettent en place, des ouvriers rentrent ( 300 à 400 sur 1600).

7 h. Les piquets sont en place, le Comité de grève a appelé à une assemblée générale devant l'usine pour 7,30 h. avec vote à main levée, pour

ou contre la poursuite de la grève. Une trentaine de bonzes syndicaux (FGTB et CSC) s'anèment avec Davister, le caïd de Charleroi, en tête. Ils ont deux voitures avec haut-parleurs. Les bonzes s'adressent aux ouvriers (400 environ): "Rentrez dans l'usine, allez dans vos sections, participez au référendum". Alors, en masse, les 30 délégués (après de nombreux appels) marchent sur le piquet en criant "Entrons, camarades !" ; les délégués de l'usine portent ostensiblement leur mallette. Les délégués de l'usine entrent, la vingtaine d'autres essayent de dissoudre le piquet. Ils sont injuriés et refoulés. Aucun ouvrier ne les a suivi.

7,30 h. Avec un gueulophone, le Comité de grève essaye d'organiser l'assemblée. Les haut-parleurs syndicaux diffusent de la musique légère à tout casser. Des ouvriers s'adressent aux délégués et leur demandent de cesser sinon ils se fâchent. Les délégués refusent. Les ouvriers chargent, les haut-parleurs sont arrachés, les voitures lapidées à coups de cailloux (trop petits hélas) ainsi que les délégués ; ceux-ci fuient, sauf Davister qui fait face et sort une matraque de la poche intérieure de son blouson en criant : "Je défendrai la démocratie par la force, fascistes !" Il doit battre en retraite. L'assemblée peut alors se tenir et à la quasi unanimité (5 voix contre) se prononce pour la poursuite de la grève.

8 h. Un piquet d'ouvriers (30 à 40) se met devant l'entrée des employés, plusieurs centaines attendent sur le parking ; de l'intérieur, quelques dizaines de chefs et de gardes essayent d'enfoncer le piquet. Injures, bousculades et coups, les cadres sont refoulés. Les employés ne sont pas intervenus. Une discussion (explicative) s'engage entre ouvriers et employés (d'ailleurs la direction américaine envisagerait de mettre des employés sur les chaînes ; peu probable). Après un deuxième essai, les cadres se replient à l'intérieur des bureaux.

8,30 h. Les employés sont toujours dehors et certains s'en vont. 25% des ouvriers au travail.

#### Clabecq

Assemblée générale des grévistes à 10 h. place du marché. L'occupation est décidée et à 11 h. une centaine d'ouvriers entrent dans l'usine non

pour empêcher le travail d'entretien qui continue mais pour empêcher le déroulement du référendum syndical.

### Michelin

Toujours occupée. La direction essaye de faire reprendre le travail par tous les moyens ; les ouvriers (ouh ! les vilains) s'y opposent.

Durant cette semaine, les trois grèves se sont peu à peu essouffées, faute de perspectives. La voie traditionnelle des négociations étant fermée, les grèves étaient condamnées à se durcir et à s'étendre, ou à s'affaiblir peu à peu.

A Caterpillar, où le travail n'avait jamais complètement cessé, il semble que le nombre de grévistes ait sérieusement diminué. A Clabecq, les syndicats ont proclamé que la majorité des votants était pour la reprise (les grévistes, en principe, ont boycotté le scrutin ; d'après les syndicats, il y a 2405 bulletins favorables à la reprise). A Michelin, il a fallu recourir à la manière forte. Jeudi après-midi, un groupe de "travailleurs" (?!) précédé, a affirmé la radio, d'un drapeau belge, a pénétré dans l'usine : "Nous voulons travailler, nous voulons travailler" Bagarres avec les occupants, arrivée de la gendarmerie, expulsion des grévistes. La version du "Peuple" (19 juin) est plus précise ; elle tient en deux légendes de photos, qui se passent de tout commentaire : "Encadrés de travailleurs partisans de la reprise, les canons des gendarmes pénètrent dans l'entreprise" "Entre deux haies de gendarmes, les "occupants" sortent de l'usine".

### QUELQUES CONCLUSIONS

-Les trois grèves ont été complètement autonomes. L'opposition aux syndicats a été immédiate et totale (sauf peut-être à Clabecq). Les groupes politiques ont été accueillis sans hostilité, mais avec une très grande prudence et une grande fermeté quand ils ont tenté de s'immiscer dans la grève. A Caterpillar, un pro-chinois tente de prendre la parole pour donner son avis ; le micro lui est enlevé : "les travailleurs décident eux-mêmes".

-Les travailleurs ont été parfaitement conscients qu'ils ne pouvaient rien faire isolés ; d'où les contacts pris entre les trois comités de grève, la distribution de tracts aux autres

entreprises, etc. A noter que ces contacts ont été pris sans interventions politiques ni syndicales.

-L'attitude des syndicats prouve qu'ils se sont rendus compte de l'importance de l'enjeu. Ils n'ont reculé devant aucun moyen (accusations de sabotage diffusées par le "Peuple", etc) Les syndicats s'appuient sur la démocratie bourgeoise et essaient d'utiliser les traces de l'idéologie bourgeoise dans la mentalité ouvrière (recours au vote secret). Mais les ouvriers savent très bien que leur force est dans leur masse, et qu'elle s'exprime en asssemblées, sur le lieu de travail (un communiqué syndical sur Caterpillar, après avoir décrit la grève à sa manière : "Les travailleurs de cette entreprise sont soumis à une véritable campagne de pression, de mensonges et d'injures, animée par un groupe d'irresponsables et téléguidée par un noyau d'agitateurs étrangers à l'usine et à la région", après avoir rappelé "les efforts consentis en vue de réaliser la syndicalisation du personnel...", concluait par un surprenant : "Vive le syndicalisme ! Vive la liberté et la démocratie ! ")

N.B.

Il semble qu'à Caterpillar, usine américaine où les syndicats ont parfois rencontré l'opposition des patrons, les éléments les plus durs de la grève aient été des non-syndiqués.

=====

Au sujet de la GREVE DE CATERPILLAR, nous avons reçu d'un ouvrier de Caterpillar la lettre suivante, qui complète utilement les renseignements donnés ci-dessus.

"Comme vous le savez déjà, la grève sauvage qui s'est déroulée à l'usine Caterpillar pour 5 F d'augmentation générale ainsi que pour faire passer de 4,25 F à 10 F la prime de pause de nuit, a des raisons plus profondes que l'augmentation des salaires, c'est surtout contre l'augmentation des cadences qui sont exagérées, et dans beaucoup de cas impossibles.

Lundi 18, à 15 h., arrêt des travailleurs de la chaîne de montage moteurs, parce que la direction avait réduit l'effectif de 26 à 24 ouvriers, alors que le nombre de moteurs à sortir était le même : 36. Arrêt également aux montages des bulldozers pour les mêmes raisons. A minuit, les camarades de la pause de



nuit arrêtent par solidarité envers leurs camarades de jour, et pour une augmentation de la prime de 4,25 F à 10 F. (Il faut savoir que les travailleurs de la pause de nuit travaillent à la même production que ceux de jour alors que ceux-ci ont déjà dur à suivre).

Les piquets s'organisent, élections d'un comité de grève, etc. Puis, lorsqu'ils ont appris que certains employés étaient placés sur les machines pour essayer de satisfaire à la production, les piquets s'organisent alors devant l'entrée des employés, et seuls les membres de la direction purent entrer.

La réaction de ces bureaucrates ne se fit pas attendre et 70 à 80 policiers casqués arrivèrent et commencèrent à matraquer les grévistes, mais ils furent rapidement repoussés à l'aide de cailloux et de graviers.

Après une longue échauffourée, les policiers reculèrent et se barricadèrent à l'intérieur de l'usine, mais les blessés étaient nombreux du côté des grévistes, dont un délégué syndical partisan de la grève, qui avait une plaie ouverte à la tête.

Les grévistes mécontents se rendirent alors à Charleroi au siège de la FGTB et de la CSC, mais ces grands messieurs avec leur grand blabla habituel ne voulurent toujours pas reconnaître la grève ni remettre aux 2 délégués syndicaux les mandats qui leur avaient été retirés.

Le mercredi 17 à 7,30 h., il y eût un vote à main levée, qui s'est soldé à l'unanimité pour la continuation de la grève (80% du total des ouvriers) et ce, malgré que la bureaucratie syndicale aît envoyé 50 délégués pour essayer de nous convaincre d'arrêter la grève et d'aller voter chacun à son poste de travail.

Puis les syndicats décidèrent qu'il y aurait un référendum postal, mais moins de 25% des ouvriers y participèrent puisque le lundi 22 le comité de grève décida la reprise du travail à cause des piquets qui diminuaient, et parce que de plus en plus d'ouvriers nécessaires entraient, malgré les collectes qui avaient été faites et qui avaient rapporté près de 12.000 F.

On attendait du renfort de Clabecq, mais ceux-ci avaient fort à faire également, ainsi que des étudiants de Louvain, malheureusement en examens.

## CONCLUSIONS.

38 camarades ont été licenciés et beaucoup d'autres ont reçu une lettre d'intimidation et de soumission qu'ils doivent signer pour être réintégrés, et ce, malgré les déclarations publiques que les syndicats tant FGTB que CSC et le patronat de Caterpillar ont laissé entendre à la télé, à la radio et dans les journaux, et selon lesquelles aucun licenciement n'aurait lieu pour fait de grève.

En plus les deux camarades (1) qui appuyaient la grève et qui sont licenciés, se sont fait retirer tous les mandats auxquels ils avaient droit en tant que délégués syndicaux.

La grève que nous venons de faire à Caterpillar fait partie de l'offensive que mène toute la classe ouvrière pour arracher le pouvoir au capitalisme. Obtenir une victoire à Caterpillar aurait permis d'ouvrir une brèche pour TOUTE la classe ouvrière.

Ce qui a été constaté, c'est qu'il est possible d'intervenir de façon indépendante des directions syndicales, malgré qu'elles empêchent tout fonctionnement démocratique du syndicat, sabotent les luttes qui partent de la base ouvrière et qui sont décidées par la base ouvrière.

Nous considérons que la classe ouvrière ne peut rester sans réaction devant la terreur qui s'installe à Caterpillar. Permettre que le patronat licencie des ouvriers et des délégués ouvriers parce qu'ils ont été courageux dans la grève, c'est permettre un précédent dangereux qui demain pourrait se retourner contre tout le mouvement ouvrier, et plus particulièrement contre le mouvement syndical, c'est pourquoi, nous, ouvriers de Caterpillar, exigeons la réintégration de tous les licenciés au même poste de travail et sans perte de salaire. ICI A CATERPILLAR LE LUNDI 29 JUIN LA LUTTE CONTINUE ; LE PATRON VEUT NOUS DIVISER CAR LA DIVISION C'EST L'ARME DU PATRON. TOUS UNIS ET LE PATRON CREVERA. "

=====

(1) Il s'agit des délégués syndicaux partisans de la grève que notre correspondant mentionne plus haut, et qu'il cite. Nous avons préféré ne pas publier leur nom.

Défaite ou victoire

A PROPOS DES LICENCIEMENTS

Nous n'avons pas à nous dissimuler que le triple mouvement de Michelin, de Clabecq et de Caterpillar a abouti à une triple défaite, du moins à court terme.

Un mouvement "sauvage", contre lequel se coalisent les patrons, les syndicats et la police, est condamné à s'étendre et à se durcir, ou à disparaître.

La défaite ouvrière s'est manifestée par les représailles contre les travailleurs les plus combattifs et notamment par des licenciements. Et les syndicats, après avoir tout fait pour affaiblir la lutte ouvrière, après avoir littéralement armé le bras du patron, commencent à pleurnicher.

"Le Front commun syndical FGTB-CSC estime que la solution adoptée par la direction de Caterpillar dans le problème des licenciements est trop sévère" (Le Soir du 9 juillet). Trop sévère, ce méchant patron, mes amis, pleurons ensemble !

Les syndicats reconnaissent ainsi au patron le droit de punir les ouvriers en grève, mais ils lui reprochent sa brutalité qui peut troubler un peu plus la paix sociale, à laquelle le Front commun tient tant. Ne se sont-ils pas vantés, à Michelin, d'avoir "limité les dégâts", c'est-à-dire d'avoir limité les licenciements aux éléments dangereux (pour le patron, bien sûr !).

Entendons-nous bien : quand un copain est menacé d'une sanction, d'être mis à la porte par exemple, tout moyen est bon pour le sauver. Mais peut-on compter sur la générosité de l'ennemi ? Les patrons suivent leur intérêt ; quand ils ont peur, ils se font doux comme des moutons, quand ils se sentent fort, ils frappent.

La véritable réponse, le patronat la recevra lorsque les travailleurs recommenceront. Les grèves récentes, comme quantité de grèves partout en Europe, ont montré que les syndicats ne s'identifient plus au mouvement ouvrier ; ils sont trop intégrés pour servir d'instrument à la classe ouvrière dès qu'elle passe à l'offensive.



=====

Qui écrit Liaisons ?

Pour les premiers numéros, un groupe défini de quelques personnes écrit les articles. Ce qu'il ne faut pas, c'est que Liaisons devienne un organe semblable à la majorité des revues d'extrême-gauche où des pontifes de la révolution, d'une secte bien précise, pissent de la copie à longueur d'année.

Les colonnes de Liaisons sont ouvertes aux groupes, comités d'action, de grève, etc... issus de la base, et qui veulent sans être noyautés par secte exprimer leur point de vue, diffuser une information ou un communiqué.

Tout camarade isolé, ne faisant pas partie du groupe initial, et qui possède des informations sur une grève, sur une intervention arbitraire de la police, ou tout autre sujet intéressant la situation sociale, peut se mettre en rapport avec nous, nous envoyer un article ou nous aider à en rédiger un.

Le fait que cette revue paraisse en français ne doit pas empêcher les camarades flamands ou étrangers d'y participer. Seul le manque de moyens nous empêche de sortir ce journal en plusieurs langues, mais on peut y passer des articles en flamand ou en toute autre langue.

Les camarades qui le demandent peuvent recevoir 10, 20, ... exemplaires pour la diffusion.

Tous les textes rassemblés dans Liaisons doivent être considérés comme une base de discussion. Nous recevrons avec plaisir toute critique, objection, observation.

Informations : nous tentons de mettre dans les mains des travailleurs des informations qui peuvent être utiles dans la lutte quotidienne.

Liaisons : nous tentons de mettre en contact les individus ou petits groupes dont les expériences doivent être rapprochées ou confrontées pour gagner en efficacité.

LIAISONS : Abonnement minimum d'un an : 50 frs. Tout soutien supplémentaire est le bienvenu.

CORRESPONDANCE - M-C Gilles, B.P. 12, IXELLES 2, 1050-BRUXELLES.  
- Jacques Leroi, 1, rue d'Horloz, TILLEUR 4210.

RECEIVED  
LIBRARY  
MAY 19 1971  
UNIVERSITY OF TORONTO

## BASE DE DISCUSSION.

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.

La transformation radicale de notre société ne peut se faire que par un mouvement révolutionnaire du prolétariat. Les autres catégories socio-économiques et les mouvements de révolte qui en sont issus jouent un rôle d'appoint dans la mesure de leur exploitation par le capitalisme.

L'expérience des organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats, montre qu'elles ne sont que des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Les bureaucraties syndicales servent d'intermédiaire sur le marché du travail, elles utilisent les luttes ouvrières pour des buts politiques, elles sont des auxiliaires de toute classe dominante dans un état moderne. D'autre part et depuis toujours le système parlementaire n'est que le paravent des oligarchies et des bureaucraties privées ou d'Etat.

Les soi-disant partis et avant-gardes révolutionnaires, qui se prétendent seuls détenteurs de la conscience de classe et de la voie vers la révolution, et qui reproduisent la distinction traditionnelle entre dirigeants et dirigés, ne peuvent aboutir au maximum qu'à une nouvelle situation de domination et d'exploitation ne modifiant en rien les rapports de production.

Nous estimons, quant à nous, que l'avènement d'une société nouvelle sera l'oeuvre de l'ensemble des travailleurs, qui créeront eux-mêmes leurs propres organes de décision, les Conseils Ouvriers, assumant ainsi directement la responsabilité de leur lutte.

Les Conseils Ouvriers sont l'émanation directe du pouvoir ouvrier, les délégués élus se trouvant sous le contrôle immédiat et permanent de l'ensemble des travailleurs.

Dans cette optique, "Liaisons" se définit comme un regroupement de camarades, aux fins d'information mutuelle et de liaison entre les travailleurs qui veulent coordonner leur lutte. "Liaisons" se solidarise avec l'action de groupes analogues dans d'autres pays.

Notre regroupement n'entend tomber ni dans l'activisme ni dans l'intellectualisme, en dissociant travail, pratique et travail théorique. car aucun aspect de la réalité sociale n'est indépendant de son ensemble. Aussi le rôle de ses publications sera-t-il de diffuser des informations à tous les niveaux, des articles de combat, des analyses de situations et des études théoriques.

---

Editeur responsable: J. DE SMET, 12, rue de l'Artichaut, 1040-Bruxelles.  
(pas de correspondance, s.v.p.)

### LIAISONS

MC GILLES, BP 12, IXELLES 2 - 1050 Bruxelles  
J. LEROI, 1, rue d'Horloz, Tilleur 4210